

Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL)

Appel à projet pour le département de l'Isère en vue de la réalisation d'actions d'accompagnement vers et dans le logement

1 Préambule

Le plan Logement d'abord a pour objectif de mettre fin durablement au sans-abrisme. Il est basé sur le principe que l'action des pouvoirs publics à destination des ménages en difficulté doit s'inscrire dans une stratégie d'accès prioritaire au logement de droit commun, c'est-à-dire sans nécessairement induire une étape préalable en structure d'hébergement, et de prévention des ruptures dans les parcours résidentiels afin de favoriser le maintien dans le logement, en s'appuyant sur le développement de l'accompagnement vers et dans le logement.

Dans cet esprit, il convient de favoriser les dispositifs d'accompagnement permettant un accès direct ou rapide au logement de droit commun et le soutien des ménages dans la période qui suit le (re)logement, ainsi que les actions permettant de maintenir dans le logement les ménages menacés d'expulsion.

Le fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL) a été institué en 2011. Son objet est de financer des actions d'accompagnement personnalisé de personnes reconnues prioritaires et auxquelles un logement doit être attribué en urgence au titre du droit au logement opposable (DALO), en application du cinquième alinéa du II de l'article L. 441-2-3 du CCH et d'actions de gestion locative adaptée de logements destinés à ces personnes, favorisant leur accès à un logement et leur maintien dans le logement. Depuis la loi de finances initiale pour 2013, le FNAVDL a vu son périmètre d'intervention étendu au profit de ménages non bénéficiaires du DALO et qui plus largement relèvent des politiques d'hébergement et d'accès au logement. En 2014, le mouvement Hlm et l'Etat ont initié le programme « 10 000 logements Hlm accompagnés » pour soutenir des initiatives portées par des organismes Hlm visant à favoriser l'accès et le maintien dans le logement de ménages en grande difficulté. L'acte 2 du logement d'abord, lancé en septembre 2019 par le ministre de la ville et du logement, Julien Denormandie, a confirmé les éléments de la « clause de revoyure » pour le logement social avec la pérennisation du programme « Hlm accompagnés » au travers d'un abondement du Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL) par la CGLLS.

Dans l'objectif de donner de la cohérence aux différents dispositifs d'accompagnement vers et dans le logement, d'harmoniser les pratiques et de travailler pour une meilleure coordination des actions, notamment avec celles menées par les collectivités locales et les Conseils départementaux, le nouveau programme AVDL intègre une fusion des différents volets du FNAVDL tout en impliquant plus fortement les bailleurs sociaux.

Les actions sociales d'accompagnement vers et dans le logement visent à favoriser l'accès et le maintien dans le logement de ménages en grande difficulté (personnes à la rue et en centres d'hébergement, victimes de violences conjugales, jeunes sortants de l'ASE...) grâce à un accompagnement social adapté et à un renforcement de la gestion sociale. Elles forment le cadre de partenariats efficaces entre organismes Hlm et associations.

Les objectifs poursuivis par le FNAVDL :

- promouvoir le travail en commun entre associations et bailleurs sociaux ;
- soutenir des expérimentations en permettant le développement de nouvelles méthodes, le changement de pratiques, pour accompagner les ménages en difficulté ;
- permettre la pérennisation des démarches engagées apportant une valeur ajoutée ;
- accompagner les actions dans une logique d'ensemble avec un financement de l'accompagnement social, de la gestion locative adaptée, ainsi que des coûts de mise en œuvre de l'action, dans le respect des critères définis à l'article L.300-2 du CCH ;
- garder de la souplesse pour les acteurs locaux dans le développement de leur action, tout en accentuant le besoin d'articulation avec les dispositifs locaux ;
- permettre le développement des actions dans la durée.

Un tiers des actions présentées dans le cadre de ce programme, correspondant à 1/3 des engagements financiers, sont portées par les bailleurs sociaux en leur nom propre ou dans le cadre de l'inter-organismes, de binômes bailleurs/organismes en charge de l'accompagnement social. Ils peuvent être développés dans le cadre l'accès au logement et/ou pour le maintien dans le cadre de la prévention des expulsions. Il conviendra de promouvoir au niveau local la **formalisation de partenariats entre les bailleurs sociaux et les associations et de construire des projets structurants**.

L'implication des bailleurs sociaux dans l'accompagnement des ménages défavorisées le plus en **amont possible des attributions de logement** constitue un des enjeux de la réforme du FNAVDL afin de prévoir une prise en charge efficace tout au long des parcours résidentiels.

Les réponses proposées pour ces projets partenariaux bailleurs-associations doivent être diversifiées, et peuvent comporter un logement accessible économiquement, une gestion locative adaptée, un accompagnement adapté aux besoins. **Ils doivent permettre de développer le travail partenarial sur les territoires, et particulièrement avec le milieu associatif**. Les solutions doivent avoir un caractère pérenne et viser la stabilisation de la situation résidentielle du ménage. L'action peut comporter le passage par une solution temporaire si elle s'intègre dans un parcours global dont l'organisme porteur du projet assure la responsabilité.

En termes d'offre, les projets pourront être accompagnés de la **création d'une offre adaptée**, notamment à travers le niveau des loyers (en neuf ou en acquisition-amélioration), l'aménagement de logements existants en lien avec les types d'accompagnement proposés, ou le reclassement de logements existants (PLS, PLUS) en offre à bas loyer (PLAI) sans pour autant que le FNAVDL serve à payer une partie des loyers (subventionnement d'un service social), la solvabilisation des ménages étant assurée par l'APL. Le FNAVDL ne finance donc ni les loyers ni les travaux (neuf ou rénovation) liés à la création de cette offre adaptée ceux-ci pouvant bénéficier d'autres financements notamment via le FNAP ou le P177.

L'article L.300-2 du CCH encadre l'utilisation des fonds du FNAVDL. Aux termes de la loi, les crédits sont destinés à financer des actions d'accompagnement personnalisé et des actions de gestion locative adaptée de logements destinés à ces personnes, favorisant leur accès à un logement et leur maintien dans le logement. Ils financent également des dépenses de gestion qui se rapportent à ces actions, à savoir les frais de gestion financière réalisée par la CGLLS, précisées à l'article R452-37 du CCH.

2 Objectif de l'appel à projet

Le présent appel à projets est destiné à sélectionner les projets pour lesquels le FNAVDL apportera son concours financier dans le département de l'Isère et pour la réalisation des activités explicitées dans le présent document.

2.1 Éléments de contexte du département de l'Isère

Le département de l'Isère couvre une superficie de 7 431 km² (10^e rang des départements français) et comprend 1 252 912 habitants (source INSEE - recensement de la population de 2016).

Il est organisé en 3 arrondissements et comprend 18 intercommunalités ; 7 EPCI sont concernés par la réforme des attributions (Loi LEC , loi ALUR, Loi ELAN), 26 QPV en Isère ; 6 EPCI sont dotés d'un PLH.

Situation au regard du logement en Isère (Source : Observatoire départemental de l'habitat et PALHDI)

On recense 639 743 logements en Isère en 2016.

Le parc locatif social :

89 565 logements sociaux sont gérés par les bailleurs sociaux de l'Isère dont 25% en quartier politique de la ville, 90% des logements sont situés sur les territoires de Grenoble Alpes Métropole (GAM), la Communauté d'agglomération porte de l'Isère (CAPI), la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais (CAPV), Vienne- Condrieu Agglomération.

Une production HLM de 4785 logements sociaux depuis 2014.

1725 logements sociaux familiaux financés en 2019 : 56% en PLUS, 36% en PLAI soit 675 logements , 54 % en VEFA (Vente en l'Etat Futur d'Achèvement).

Montant des loyers mensuels moyens des logements sociaux : 5,72 €/m².

Montant des loyers mensuels moyens dans le parc locatif privé : 10,9€/m²

La demande de logement social :

31 870 demandes actives en Isère au 31.12.2019

58% en demande d'accès (ménages non logés en parc HLM), 16% des demandeurs hébergés par leur parents ou des tiers, 21% ont moins de 30 ans, 11% plus de 65 ans ; 45 % des demandeurs sont des isolés, et 23% des familles mono parentales.

8 546 attributions HLM en 2019 ; 71% des attributions à des ménages relevant des plafonds PLAI.

8 demandes sur 10 concernent les 5 EPCI les plus peuplés du département ; délai moyen d'attente de 11 mois. Le taux de rotation moyen est de 11,03 %.

Les demandes DALO :

En 2019, le nombre de recours DALO est en baisse de 13% mais le nombre de recours DAHO est en augmentation de 56% entre 2014 et 2019.

Éléments de démographie, taux de pauvreté , indicateurs de précarité

Source : PALHDI

Une croissance démographique qui ralentit, et une augmentation des personnes seules(+3600/an) et des familles mono parentales (+ 900 /an) .

Sur les territoires de Grenoble Alpes Métropole, de l'Isère Rhodanienne et de la CAPI, un taux de pauvreté supérieur à la moyenne iséroise (11% en Isère, 15% en France). Des poches de précarité situées sur les territoires cités ainsi que sur La Tour du Pin et Saint-Marcellin.

Les locataires du parc social et les familles mono parentales sont les plus exposés à la pauvreté, on constate un accroissement des ménages sous plafonds PLAI logés dans le parc public (64% au total) et une baisse de 11% du revenu moyen des locataires HLM depuis 1984.

61 % des ménages sous plafonds PLAI sont logés dans le parc privé ; entre 16 et 18 % d'entre eux, locataires et propriétaires occupants, habitent sur la partie ouest du département (Bièvre Rhône, Bièvre Isère, SMVIC et Trièves).

Enjeux et orientations du PALHDI

Le futur PALHDI prend en compte les enjeux identifiés lors de la phase de diagnostic réalisée par l'agence d'urbanisme :

- Une production HLM recentrée sur les pôles urbains, et un parc social qui offre des niveaux de loyers différents selon les territoires
- Un marché immobilier dynamique qui bloque certaines trajectoires résidentielles
- Un enjeu fort de réhabilitation du parc ancien (public et privé) au regard du mal logement
- Des personnes seules et des familles mono-parentales en augmentation
- Une pauvreté plus concentrée dans les espaces urbains, mais aussi plus diffuse et moins visible dans les espaces ruraux ; des situations plus complexes (prévention des expulsions, hébergement)
- Une paupérisation progressive des locataires du parc social (besoin de GLA et d'accompagnement) et une majorité de ménages pauvres locataires du parc privé (deux fois plus cher que le parc social dans certains territoires).
- Une crise sanitaire qui va accentuer la précarité temporairement ou durablement.

Face à ces constats, les grandes orientations retenues pour le futur PALHDI se déclinent autour de :

- **3 principes clés :**

- un PALHDI à l'écoute des territoires qui observe, évalue, apporte des méthodes et des transferts de savoir...
- une culture du « ménage d'abord » au centre du PALHDI pour décloisonner les dispositifs et favoriser une logique de parcours
- une garantie de lisibilité et de stabilité en faveur de ses publics.

- **6 axes thématiques opérationnels :**

- une prévention des expulsions locatives avec le développement de l'aller vers et une plus forte mobilisation du parc privé

- un accompagnement des territoires pour une connaissance des logements à bas et très bas loyer dans le parc social et privé
- le maintien d'une offre d'hébergement, segment essentiel des itinéraires résidentiels, et de son rôle dans la chaîne de l'accès à un toit avec l'importance de la place du SIAO.
- un lieu ressource pour accompagner et soutenir les opérateurs d'accompagnement social.
- le soutien à la lutte contre l'insalubrité et la précarité énergétique pour les ménages les plus complexes, ainsi que le traitement de l'indécence et de l'insalubrité en articulation avec les dispositifs existants.
- une contribution à améliorer les attributions en faveur des publics prioritaires.

2.2 L'offre d'hébergement et d'accompagnement

En matière d'hébergement

L'offre totale d'hébergement tous segments confondus est de 5056 places en Isère.

Le SIAO gère 3730 places d'hébergement, 22% en logement adapté (806) , 36 % hébergement d'insertion (1306 places) et 43% de places d'hébergement d'urgence (1618)

71 % des places d'hébergement d'urgence sont situées sur l'agglomération grenobloise.

La répartition territoriale par EPCI pour l'offre d'hébergement d'insertion et logement adapté s'établit comme suit :

offre places SIAO insertion/territoires	nbre places	%
Agglomération grenobloise		
CC de la Matheysine	26	1 %
CC Le Grésivaudan	66	3 %
Métropole Grenoble-Alpes-Métropole	1325	63 %
Isère Rhodanienne		
CA Vienne Condrieu	139	7 %
CC d'Entre Bièvre et Rhône	36	2 %
Nord Isère		
CA Porte de l'Isère (C.A.P.I)	350	17 %
CC Bièvre Isère	3	0 %
CC Les Vals du Dauphiné	15	1 %
Voironnais-Chartreuse		
CA du Pays Voironnais	129	6 %
CC de Bièvre Est	4	0 %
CC Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté	19	1 %
Total général	2112	100 %

Sur le segment de l'hébergement d'urgence et d'insertion, les hommes isolés et familles mono parentales sont surreprésentées ; ¼ des demandeurs a moins de 25 ans avec une forte représentation des jeunes femmes isolées. ¼ des femmes de moins de 25 ans déclare des violences lors de l'appel au 115. (Source : SIAO de l'Isère rapport d'observation 2019)

Des ressources faibles et un important taux de pauvreté pour les ménages demandeurs d'hébergement d'insertion et de logement adapté.

Un taux de ménages sortants d'hébergement vers le logement le plus bas depuis 4 ans

En matière d'accompagnement lié au logement :

Le Département et l'Etat proposent des mesures d'accompagnement de type accompagnement social lié au logement (ASLL) et d'accompagnement vers et dans le logement (AVDL). La répartition des « mois mesures » d'accompagnement par territoire permet d'identifier 3 principaux territoires du département pour l'ASL : GAM, l'Isère Rhodanienne et Porte des Alpes. On retrouve cette similitude pour l'AVDL à l'exception de l'Isère Rhodanienne, territoire peu demandeur et de la CAPV où au contraire, le nombre de mesures est significatif.

Répartition territoriale des mesures ASL et AVDL, logements sociaux accompagnés et Intermédiation locative en Isère en 2019 :

Territoire	Nbre Mois-mesure ASL	Nbre mesures AVDL	Logement toujours maintien – en nombre de mesures (2019)	Logement toujours accès (06/2018 à 06/2019)	IML (en places SIAO fin 2020)
Haut Rhone Dauphinois	177	2	4		
Porte des Alpes	621	20	5		90
Vals du Dauphiné	202	5	6		8
Isère Rhodanienne	642	0	3		61
Bièvre Valloire	199	8	0		6
Voironnais-Chartreuse	234	24	4		19
Sud Grésivaudan	192	4	0		
Grésivaudan	112	9	5		
Vercors	18	0	1		
Trièves	12	9	0		
Matheysine	56				
Oisans	24	0	0		
TAG	1036	102	23	33	385
Total	3525	183	51	33	569

2.3 Attendus du département de l'Isère en regard de ce diagnostic

Outre les éléments de cadrage figurant dans le cahier des charges de l'appel à projet, la DDCS de l'Isère et Absise pour le compte de l'AURA Hlm porteront une attention particulière à :

-la **pérennisation des dispositifs existants ayant fait preuve de leur pertinence** à l'instar des dispositifs issus des appels à projets 10 000 logements accompagnés au titre de l'accès et du maintien dans le logement ;

-le développement de dispositifs d'accompagnement social modulables d'intensité moyenne à forte. En effet, l'offre d'accompagnement social en Isère est actuellement caractérisée par des dispositifs proposant un accompagnement social plutôt léger : résidences sociales, ASL et IML. À l'autre bout de la chaîne, des dispositifs d'accompagnement global et intensifs existent comme les CHRS ou le dispositif Un chez soi d'Abord, mais leur accès reste limité. Il serait donc pertinent de massifier davantage de l'accompagnement social d'intensité moyenne à forte centré sur le logement de type AVDL.

-des projets permettant d'apporter des **réponses nouvelles aux ménages des territoires particulièrement en difficulté et peu pourvus en matière d'accompagnement social modulable d'intensité moyenne à forte, dans le parc public comme privé.** Si une grande partie des mesures d'accompagnement social bénéficient aux ménages de la métropole grenobloise, c'est encore plus le cas concernant les mesures d'accompagnement social moyen à renforcé. Ainsi, certains territoires n'ont aucune mesure AVDL : Vienne-Condrieu, Oisans, Entre Bièvre et Rhône, Bièvre Est.

- Le développement de mesures de Gestion locative adaptée dans une optique de veille et de prévention des difficultés des ménages du parc privé.

A cet égard, sur le territoire de Grenoble Alpes Métropole, des mesures de gestion locative adaptées rattachées aux logements captés dans le cadre de la future **Plateforme de captation de logements dans le parc privé** (portée par l'État et par Grenoble Alpes Métropole) pourront faire l'objet de subventions dans le cadre du présent appel à projet.

Ces mesures de GLA concerneront des logements gérés par des agences immobilières sociales/à vocation sociale conventionnés en mandat de gestion (et plus à la marge en sous-location) et à destination des publics en difficulté économique et sociale de la Métropole et dont la demande de logement social n'a pas encore pu aboutir. La mise en œuvre de cette gestion locative s'inscrira dans le cadre du cahier des charges partenarial en cours de finalisation.

- la **réalisation de diagnostic sociaux pré et post COMED** par un acteur en capacité d'intervenir sur le plan départemental pour une aide à la décision à destination des membres de la COMED en amont de la décision et en aval pour les ménages reconnus prioritaires de façon à pouvoir octroyer des mesures d'accompagnement adaptées.

- la **réalisation de diagnostic sociaux sur préconisation de la CCAPEX dans le cadre de la prévention des expulsions.**

- la **démonstration d'une articulation avec le SIAO** sera particulièrement étudiée, la complémentarité et la recherche de cohérence avec des dispositifs mis en place dans le cadre du **Palhdi** et les **plateformes** mises en place dans le cadre du logement d'abord également.

- **l'engagement des candidats à :**

* renseigner les outils régionaux et départementaux mis en place pour le suivi des mesures, ainsi que l'outil de suivi par projet de l'AURA Hlm.

* participer à un comité de pilotage départemental annuel réunissant l'ensemble des acteurs de l'accompagnement social.

Enfin, pour la DDCS, le développement des baux glissants en Isère ne sera pas privilégié.

3 Nature des projets

Les projets présentés répondront aux objectifs énoncés dans le préambule en abordant les points suivants :

1. La réponse aux besoins dans le territoire

Le projet précisera :

- Les publics visés, en lien avec les besoins repérés sur les territoires notamment dans le cadre du PALHDI, et l'offre d'accompagnement disponible. Il sera indiqué comment l'action s'inscrit dans le contexte local et comment il complète les dispositifs existants en ne faisant pas doublon ;
- Les objectifs quantitatifs et qualitatifs du projet.

2. L'accompagnement social et l'évaluation préalable des besoins en accompagnement

Le projet précisera les conditions d'évaluation des besoins en accompagnement du ménage et/ou de l'accompagnement (en termes de durée, d'adaptabilité, méthodes d'interventions...) ainsi que les démarches mises en place pour favoriser l'adhésion des ménages.

Pourront notamment être abordés :

- la question de la mobilisation des acteurs concernés (services de l'Etat, CCAS, services sociaux du Département, bailleurs, CAF, services de santé, services d'urgence...). L'objectif est de promouvoir une approche pluridisciplinaire (logement, santé, social, emploi...) qui s'inscrive dans la durée ;
- le développement de méthodes innovantes de l'intervention sociale autour de « l'aller vers » et du travail en partenariat des acteurs du social, pouvant inclure la mise en place d'un référent social ;
- dans le cas où l'action est portée par un bailleur, le rôle du bailleur et celui de l'organisme en charge de l'accompagnement et leurs engagements respectifs ;
- la possibilité de co-construire l'accompagnement social en associant le bailleur, l'organisme en charge de l'accompagnement mais aussi les bénéficiaires du dispositif;
- l'intensité et la durée de l'accompagnement social et leur possible modularité.

2. La gestion locative adaptée et les baux glissants

Le projet précisera le cas échéant les éléments relatifs à la gestion locative adaptée et/ou aux baux glissants, l'articulation accompagnement social / gestion locative, le rôle du bailleur et de l'organisme.

Le cas échéant, le bailleur et l'association préciseront, comment ils adaptent leurs process et leurs pratiques professionnelles en vue de l'accueil et du maintien de ce public.

Les actions portées ou co-portées par les bailleurs et liées au développement de l'offre de PLAI adaptés sont considérées comme prioritaires.

Ces logements doivent faire l'objet a minima d'une gestion locative adaptée (GLA), permettant, notamment, l'appropriation initiale du logement et son utilisation optimale par le locataire ainsi que

la prévention des situations de rupture. Ce socle minimal s'inscrit dans le cadre classique des missions assurées par les services de gestion locative des bailleurs sociaux.

Si, toutefois, la situation du ménage justifiait la mise en place d'un accompagnement plus individualisé, le maître d'ouvrage peut bénéficier d'un accès prioritaire aux crédits du Fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL) pour la mise en place un accompagnement adapté aux besoins du ménage.

Les baux glissants ne sont financés par le FNAVDL que pour les publics DALO, lorsque les autres dispositifs équivalents financés par le P177 ou les collectivités ne peuvent pas être mobilisés.

3. L'articulation avec les dispositifs partenariaux

Le projet devra expliquer comment il s'articule avec les dispositifs partenariaux locaux et plus particulièrement avec le PALHDI et les commissions existantes type « commission cas complexes » présentes au niveau des EPCI. Seront également précisées les articulations avec le SIAO, mais aussi avec les CCAPEX dans le cadre des actions touchant à la prévention des expulsions. L'association du conseil départemental permettra d'assurer une complémentarité des actions du FNAVDL avec celles financées par les FSL. Le cas échéant, le projet doit s'articuler avec la mobilisation du contingent préfectoral et les dispositifs de lutte contre l'habitat indigne.

Les initiatives peuvent par ailleurs viser la coordination d'intervenants sur un territoire, cela peut être le cas pour les actions avec une approche pluridisciplinaire de l'accompagnement social ou pour ceux devant faire l'objet d'un partenariat élargi (par exemple avec le domaine de la santé). Sur les territoires où elles existent, les projets devront préciser comment ils s'intègrent dans les plateformes d'accompagnement mises en place dans le cadre de la politique du logement d'abord. Enfin, les projets devront préciser les partenariats financiers et les financements locaux mobilisés. e. La gestion du projet : la construction, l'animation et le pilotage La construction, la mise en oeuvre, le suivi et le pilotage du projet nécessitent pour les porteurs du projet des temps de maturation et d'échanges avec les différents partenaires. Ainsi, le projet devra expliciter ces éléments de construction, de coordination et d'animation du dispositif : la création d'un comité de pilotage et/ou de suivi du projet, son rôle, les éventuels outils qui seront à créer pour ce suivi... Il devra être précisé le « qui fait quoi » dans l'animation des projets partenariaux bailleurs-associations : le rôle du bailleur et/ou de l'association, la manière dont sont associés les partenaires du projet.

Il sera également explicité le dispositif d'évaluation de l'action qui sera mis en place, afin de s'assurer de l'atteinte des objectifs ou de leur ajustement.

4. L'offre de logement mobilisé et l'organisation des parcours résidentiels des ménages

Il sera précisé :

- Le cas échéant, la détermination de l'offre de logement mobilisée en termes de localisation, de desserte en services, de typologie et de régime de réservation.
- L'organisation du parcours résidentiel des ménages : seront privilégiés les actions faisant l'objet d'un bail directement passé avec l'occupant. Néanmoins, le projet peut comprendre des solutions d'intermédiation (de type baux glissants, sous-location, hébergement) à condition qu'elles s'inscrivent dans une réponse globale, s'adaptant à l'évolution des situations et débouchant sur un bail classique.

- L'offre spécifiera les actions entreprises avant l'accès au logement et celles qui demeureront après l'entrée dans le logement.

4 Porteurs de projets éligibles

Les actions susceptibles d'être financées sont réalisées par des organismes agréés au titre soit des activités d'ingénierie sociale, financière et technique mentionnées à l'article L. 365-3 du CCH, soit des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale mentionnées à l'article L. 365-4 du CCH, par des organismes d'habitations à loyer modéré, par des sociétés d'économie mixte gérant des logements sociaux, par des associations départementales d'information sur le logement ou par des centres d'action sociale communaux ou intercommunaux.

Pour les dossiers portants sur des actions auprès des « ménages LHI », les candidats devront en outre faire preuve :

- d'une expertise et expérience pratique dans l'accompagnement social dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne en appui de la mise en œuvre des procédures d'insalubrité ;
- d'une maîtrise du déroulement des procédures d'insalubrité ;
- d'une maîtrise des dispositifs d'hébergement et de relogement.

5 Publics visés

Le public concerné par le programme AVDL est l'ensemble des publics prioritaires mentionnés à l'article L 441-1 du CCH, les ménages reconnus prioritaires DALO et les personnes mentionnées au II de l'article L 301-1. Le détail de ce public est précisé en annexe 2. Les acteurs dans le territoire pourront définir collectivement, en fonction des besoins et des solutions existantes, les publics cibles des actions dans la limite du respect de la hiérarchie des priorités définies par la loi.

Une attention particulière sera portée aux personnes en situation de rue (rue, campements, squat,...) identifiées par les acteurs de la veille sociale (maraudes, accueil de jour, SIAO) ou en centres d'hébergement, aux personnes victimes de violences conjugales¹ ainsi qu'aux sortants d'institutions (ASE/PJJ et sortants de détention). Seront également visés les locataires du parc social et privé menacés d'expulsion.

Les ménages concernés peuvent, soit sortir directement d'une situation dans laquelle ils étaient dépourvus de logements, soit avoir bénéficié de solutions temporaires. Il peut s'agir de ménages accompagnés dans le cadre d'une mobilité géographique visant leur insertion sociale et professionnelle.

Les personnes en situation de handicap ou les familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap faisant partie de la liste des publics prioritaires pour l'accès au logement social mentionnée à l'article L. 441-1 du CCH, ils font donc partie de la cible du FNAVDL. Cependant, ce fonds n'a pas vocation à traiter le handicap reconnu d'une personne, même si celui-ci peut parfois constituer un frein pour accéder au logement ou pour s'y maintenir. En effet, les crédits du FNAVDL ne peuvent pas se substituer à ceux de la sécurité sociale ou aux dispositifs médico-sociaux prévus à cet effet. Il conviendra dans ce cas précis d'avoir recours à un accompagnement pluridisciplinaire mobilisant plusieurs sources de financement. Un effort particulier du FNAVDL est

enfin prévu en faveur des personnes autistes (diagnostiquées ou non, bénéficiaires ou non d'une prestation de compensation du handicap, compte tenu de la nature de ce handicap spécifique), ainsi qu'aux personnes ayant un handicap psychique non reconnu (ne bénéficiant pas d'une prestation de compensation du handicap).

Les dossiers visant les problématiques liées au vieillissement ne sont pris en compte qu'à la condition d'être ciblés sur un public cumulant ces problématiques et de fortes difficultés sociales.

6 Dépenses subventionnables

Les actions qui seront sélectionnées pourront bénéficier d'un financement du FNAVDL pour :

- les dépenses d'évaluation préalable des besoins d'accompagnement pour les projets portés par les bailleurs sociaux (en accès au logement ou en maintien dans le logement)
- les dépenses de diagnostics des ménages DALO
- les dépenses d'accompagnement personnalisé des publics définis au IV
- les dépenses liées à la gestion locative adaptée de logements destinés à ces personnes, favorisant leur accès à un logement et leur maintien dans le logement ;
- les dépenses liées aux différentes phases de gestion de l'action : construction de l'action, animation et pilotage

Cf. annexe 1 pour le détail et la définition des différents postes

Le FNAVDL n'a pas pour objet de financer la gestion locative classique d'un bailleur social qui constitue une de ses activités traditionnelles. Il ne finance pas non plus les évaluations sociales qui relèvent du P177, du SIAO ou des acteurs sociaux de terrain (travailleurs sociaux de secteur relevant des CCAS, Conseils départementaux...).

En cas de bail glissant, pourront être financées les dépenses d'accompagnement social ainsi que le surcout de gestion, mais pas les différentiels de loyers.

Compte tenu des contraintes de gestion relatives aux engagements comptables des actions, les conventions seront séquencées de manière à pouvoir procéder à des engagements pour une durée initiale de 24 mois maximum à la signature de la convention, renouvelable, et pour une durée totale de 4 ans maximum.

7 Modalités de l'appel à projets

1. Présentation des projets

Le dossier de demande de concours financier du FNAVDL devra comporter :

- La désignation de l'action et ses caractéristiques (en reprenant les éléments demandés dans la rubrique « nature des projets »)
- Le plan de financement
- La nature et le montant maximum prévisionnel de la dépense éligible à la subvention du fonds
- Le calendrier prévisionnel de l'opération
- Ses modalités d'exécution
- Des indicateurs de suivi quantitatifs et qualitatifs

Le porteur du projet devra pouvoir s'engager sur un nombre approximatif de ménages à accompagner sur la durée de l'action.

Afin de permettre une bonne estimation de coûts éligibles au financement, chacun des postes de dépenses subventionnables devra être explicité. Notamment lorsque l'action porte sur plusieurs champs, il doit être présenté sous forme de programme d'actions de manière à distinguer clairement les objectifs et coûts afférents à chaque type de postes.

Les coûts devront être présentés sur une base de 12 mois.

Il sera porté une attention particulière aux modalités d'intégration et d'articulation des actions proposées avec l'ensemble des dispositifs existants d'évaluation sociale, d'accompagnement social ou médico-social, d'accès au logement ou de prévention des expulsions.

2. Critères de sélection

Le porteur de projet devra démontrer une réactivité forte pour intervenir auprès du ménage et mettre en place la mesure appropriée (qu'il s'agisse de réaliser le diagnostic, de mettre en place la mesure d'accompagnement ou de mettre en place un bail glissant).

En outre, l'opérateur devra démontrer qu'il possède les compétences techniques et humaines nécessaires à la mise en œuvre des actions et qu'il est en capacité de faire rapidement connaître et partager ses méthodes et ses critères d'évaluation de manière à instaurer un climat de confiance avec l'ensemble des partenaires.

Enfin, il sera porté une attention particulière aux modalités d'intégration et d'articulation des actions proposées avec l'ensemble des dispositifs existants de diagnostic, d'accompagnement social ou médico-social, d'accès au logement et de prévention des expulsions.

Les coûts de l'action seront appréciés au regard des coûts de référence indicatifs :

Type de mesure	Montant unitaire en Isère
Diagnostic	630 € pour 3 mois
Gestion locative adaptée	900 € par an
Accompagnement social léger centré sur le logement (type ASL ou IML)	Entre 2100 et 2600 € par an
Accompagnement social centré sur le logement moyen à renforcé (type AVDL)	Entre 2600 et 3200 €

3. Modalités de financement

Le versement de la contribution financière du FNAVDL sera subordonné à la conclusion d'une convention d'objectifs annuelle ou pluriannuelle dans laquelle l'organisme s'engagera à mettre en œuvre les actions prévues.

La signature des conventions, le suivi de l'exécution des engagements pris, la délivrance des pièces justificatives permettant le versement de la subvention incombent au Préfet du département dans

lequel les actions seront précisées. Ainsi, le porteur du projet devra transmettre aux services de l'Etat les éléments d'informations précisés dans la convention.

La CGLLS versera les subventions aux porteurs du projet, au vu d'une décision de paiement délivrée par les services déconcentrés de l'Etat au niveau départemental et transmise par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes. Le versement de la première avance est prévu à la signature de la convention. Une décision de paiement n'est pas nécessaire pour ce premier versement. Lorsqu'un projet est inter-bailleurs, un bailleur chef de file est désigné. Il se charge du conventionnement avec l'Etat et fait son affaire des relations financières ultérieures avec les autres bailleurs et les associations.

Une avance pourra être versée ; elle ne dépassera toutefois jamais 70% des sommes engagées par la convention.

La convention sera établie sur la base du modèle de convention défini par le comité de gestion national du FNAVDL.

Chaque convention identifiera le statut du ou des bénéficiaire(s) de la subvention : association ou bailleur social.

Chaque convention identifiera les publics visés (DALO ou non DALO) : des conventions au bénéfice exclusif des ménages DALO ou des ménages non DALO ainsi que des conventions « mixtes DALO / non DALO » pourront être signées.

4. Procédure de l'appel à projets

Les organismes adresseront, par voie postale et électronique, leur dossier de candidature à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale de l'Isère.

Direction Départementale de la Cohésion Sociale de l'Isère

Pôle Hébergement Accompagnement Logement Social

Cité administrative

1, rue Joseph Chanrion

38032 GRENOBLE CEDEX 2

ddcs-hebergement-logement@isere.gouv.fr

5. Calendrier

- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 31 mars 2021
- Sélection des projets financés par le préfet de département : 6 Avril 2021
- Date de début de mise en œuvre : Mai 2021

6. Contact

Sylvie ANDRIVOT : 04 57 38 65 64

Aurélie ACCORSI : 04 57 38 65 94

ANNEXE 1 : Détail des postes subventionnables

1. Les dépenses d'accompagnement social, dont les évaluations des besoins d'accompagnement

La phase de diagnostic vise à analyser la situation et à établir un diagnostic des besoins du ménage DALO, pour l'orienter dans une approche globale de la situation. Cette phase permet d'évaluer l'intensité et le contenu de l'accompagnement à mettre en place. La réalisation d'un diagnostic social a pour objectif d'éclairer la commission de médiation DALO sur la nécessité de co-construire avec le ménage un projet d'accompagnement et d'en mesurer son intensité pour lui faciliter l'accès au logement. Dans certains cas cette analyse peut conduire à orienter le ménage vers une autre solution. On peut donc prévoir dans le projet un nombre de diagnostics supérieurs au nombre d'accompagnements.

Les diagnostics visant les ménages déclarés prioritaires et urgents au titre du DALO par les commissions de médiation, peuvent être réalisés :

- en amont de la commission dès lors qu'un dossier a été déposé ;
- à l'initiative de la commission de médiation si elle a préconisé un diagnostic comme la loi le lui permet ;
- préalablement au relogement si le dossier de la personne bénéficiant du DALO en fait apparaître la nécessité ;
- lors de la phase de relogement, notamment si un intervenant comme le bailleur le prescrit.

Les diagnostics des ménages DALO peuvent en effet être prescrits par la commission de médiation DALO, par un bailleur social ou par les services de l'Etat.

Pour les publics non DALO, les évaluations sociales réalisées par les travailleurs sociaux ne sont pas financées par le FNAVDL.

Pour les projets portés par les bailleurs sociaux, les dépenses liées aux évaluations préalables des besoins d'accompagnement vers ou dans le logement des ménages ciblés peuvent être intégrées au projet d'accompagnement (à coordonner le cas échéant avec les évaluations sociales réalisées antérieurement par les travailleurs sociaux ou avec les éventuels diagnostics réalisés pour les ménages DALO).

Si le diagnostic d'un ménage DALO conclut à la nécessité d'un accompagnement jusqu'au relogement, lors du relogement et/ou après le relogement, cette préconisation est communiquée au ménage et à la commission de médiation DALO. Le commanditaire ou l'opérateur du diagnostic indiquera au ménage quel opérateur chargé de l'AVDL sur le territoire pourra prendre contact avec lui.

L'accompagnement vers et dans le logement

L'accompagnement vers et dans le logement est une prestation individuelle ou collective, fournie sur une période déterminée, mais révisable, à un ménage dont le problème de maintien ou d'accès dans un logement provient de difficultés financières, de difficultés d'insertion sociale ou de santé ou d'un cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion sociale ou de santé.

L'accompagnement vise à lui permettre d'accéder à un logement et/ou à bien y vivre durablement en bénéficiant des droits et en respectant les obligations inhérentes à son statut de locataire ou de sous-locataire. L'objectif est l'autonomie de la personne dans la prise en charge de sa situation de logement.

Il s'agit d'offrir un accompagnement diversifié et adapté à la situation des ménages à travers une prise en charge variable dans sa durée et dans son intensité. L'intensité de l'accompagnement doit pouvoir s'adapter et évoluer en fonction des besoins de la personne. Sa mise en place suppose l'accord du ménage. Les ménages DALO refusant un dispositif d'accompagnement AVDL peuvent perdre le bénéfice du DALO. Il peut s'agir d'un accompagnement global et pluridisciplinaire pour les ménages dont les difficultés sont de plusieurs ordres et étroitement imbriquées, permettant, le cas échéant, de faire appel à des compétences complémentaires pluridisciplinaires. Dans ce cas, l'accompagnement financé par le FNAVDL devra avoir pour finalité l'accès au logement ou le maintien dans le logement et d'autres sources de financement pourront être mobilisées.

Selon le moment du déclenchement de la mesure financée, il s'agira :

- d'un accompagnement vers le logement :

L'accompagnement vers le logement est par exemple destiné à des ménages auxquels une proposition peut être faite mais qui risquent de ne pas donner suite faute de compléter leur dossier et/ou de comprendre la portée de la proposition. Il peut être suivi d'un accompagnement après le relogement. Il s'agit d'aider le ménage fragile ou éloigné du logement ordinaire de longue date dans la recherche d'un logement adapté à sa situation en définissant avec lui un projet réaliste et de l'assister pour réaliser les démarches préalables à l'entrée dans le logement (accès aux droits).

L'accompagnement vers le logement recouvre également l'accompagnement lors du relogement qui vise à assister le ménage pour réaliser les démarches liées à son installation (demande d'aide personnelle au logement, abonnements...). Il peut également être requis pour des ménages changeant de quartier et risquant de ne pas bien s'insérer de leur nouvel environnement.

- d'un accompagnement dans le logement :

L'accompagnement dans le logement peut concerner des ménages déjà installés dans un logement. Est évoqué ici l'accompagnement dans le logement réalisé dans le prolongement direct de l'installation du ménage.

L'accompagnement dans le logement concerne en particulier des ménages auxquels une proposition peut être faite mais qui est conditionnée par la possibilité d'un accompagnement.

Il peut également s'agir d'un accompagnement de ménages en procédure d'expulsion.

Les coûts peuvent être déterminés en fonction de la nature du projet et de l'intensité de la mesure d'accompagnement, à partir des références existantes sur le territoire (le cas échéant en adaptant le solde de la subvention au regard des actions effectivement réalisés).

Le calcul peut également s'effectuer en partant du « coût chargé » d'un travailleur social, en considérant que ce travailleur social peut suivre « x » personnes en file active (par exemple avec une vérification périodique de l'activité des travailleurs sociaux, l'outil SYPLO pouvant contribuer au moins pour partie à ces vérifications). Cette deuxième option permet plus de souplesse pour des ménages ayant des besoins très différents.

Dans le cadre des projets portés par les bailleurs en partenariat avec une association, le budget est élaboré avec l'association qui va être en charge de la mise en oeuvre de l'accompagnement. L'estimation financière de l'accompagnement pourra prendre en compte les temps d'échanges et l'organisation de ces temps d'échange autour des situations, réalisé entre le bailleur et l'association, ainsi que les coûts induits dans le cadre du pilotage et de l'animation du dispositif.

2. La gestion locative adaptée

La gestion locative adaptée (GLA) consiste en une activité de gestion de logements « rapprochée et attentive » comportant un suivi individualisé, éventuellement une animation au quotidien et, le cas échéant, une médiation avec l'environnement. L'objectif est la prévention des difficultés de l'occupant et la sécurisation de la relation bailleur/locataire. Dans le cas d'une intermédiation locative, à terme, l'objectif est l'accès au logement ordinaire. Cette activité peut comporter une aide simple aux démarches liées à l'installation dans un nouveau logement, un suivi du paiement de la quittance et de l'usage du logement et/ou de l'immeuble plus intense que dans la gestion locative classique, une capacité d'écoute pendant la durée du bail.

La gestion locative adaptée comprend également le repérage des difficultés des ménages, la sollicitation des partenaires susceptibles d'aider à leur résolution, et, le cas échéant, une médiation entre les occupants et leur environnement (services de gestion des quittances et voisinage). La GLA vise également à la maîtrise effective des charges par les ménages logés : par exemple, visite explicative des conditions d'utilisation des équipements à l'entrée dans les lieux et visites régulières afin de prévenir tout dérapage lié à une utilisation possiblement non conforme ou non économe des équipements, ou encore explications sur les manières de ne pas dépenser l'énergie tout en maintenant une bonne qualité de l'air intérieur. La GLA est une prestation individualisée et renforcée par rapport à la gestion locative classique. Le FNAVDL ne finance pas la gestion locative classique d'un bailleur social qui constitue l'une de ses activités traditionnelles. Son support est la relation locative et l'insertion des ménages dans leur environnement résidentiel, même si elle permet de détecter d'autres besoins. La gestion locative adaptée se distingue donc de l'accompagnement ciblé sur le logement : dans la mesure où elle a pour point de départ le suivi du paiement du loyer et de la jouissance paisible du logement, alors que l'accompagnement ciblé sur le logement, comme toute forme d'accompagnement, part des difficultés du ménage. Les deux visent à son autonomie.

La gestion locative adaptée peut être une composante de l'accompagnement dans le logement.

Le bailleur social devra démontrer la différence de coût entre la gestion locative classique et la gestion locative adaptée.

Un travail partenarial est en cours sur la Métropole Grenobloise dans le cadre de la création d'une Plateforme de captation de logements dans le parc privé pour établir un "Référentiel de la gestion locative adaptée".

3. Les baux glissants

A défaut de mise en oeuvre d'une intermédiation locative financée sur le P177, ou de mesures équivalentes financées par le FSL, il est possible de financer des projets concernant la mise en place de sous location en bail glissant dans le parc social à destination de ménages reconnus prioritaires au titre du droit au logement opposable.

Le bail glissant permet aux ménages d'entrer dans un logement ordinaire avec le statut de sous-locataire, puis de devenir locataires en titre quand ils sont en capacité d'assumer les obligations résultant d'un bail. La relation bailleur/locataire, c'est-à-dire bailleur/organisme louant le logement, relève d'une gestion locative classique, alors que l'occupant, sous-locataire, bénéficie d'un accompagnement assuré ou mis en place par l'organisme qui loue le logement.

La mise en place d'un bail glissant favorise le relogement des ménages reconnus prioritaires au titre du DALO en s'appuyant à la fois sur l'accompagnement du ménage dans le logement et la sécurisation du bailleur. C'est pourquoi, l'article 41 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové permet au préfet dans le cadre de son obligation de relogement d'un demandeur prioritaire, de proposer un logement social en bail glissant à des ménages bénéficiant du DALO. Le préfet est le seul prescripteur d'un bail glissant.

Les commissions de médiation, les personnes réalisant un diagnostic, ou les bailleurs sociaux peuvent être prescripteur de la mise en place du bail glissant. Toutefois l'attention est attirée sur le fait que le besoin de bail glissant par opposition à la formule du logement ordinaire en bail direct faisant l'objet d'une GLA ou d'un accès à un logement ordinaire avec un accompagnement dans le logement ne va pas de soi et doit être démontré.

La mesure prend la forme d'un pack intégré permettant de couvrir :

- la prestation de gestion locative adaptée proprement dite, la garantie de loyer et de dégradations et les coûts d'entretien du logement ;
- la prestation d'accompagnement dans le logement du ménage.

Dans la mesure où le ménage à qui l'on propose un bail glissant est considéré comme prêt à accéder à un logement ordinaire, la mesure d'accompagnement intégrée est d'intensité « moyenne » et les dégradations et les impayés peuvent ne pas être forfaitaires mais payables « au réel », selon les constats.

La prise en charge d'un bail glissant par le FNAVDL ne recouvre pas :

- la captation de logement ;
- le différentiel de loyer.

Les ménages concernés doivent par ailleurs adhérer à cette mesure.

Pour les ménages qui ne sont pas reconnus DALO, il convient de mobiliser les dispositifs d'intermédiation locative (IML). Le FNAVDL peut être mobilisé lorsque l'IML prend fin et qu'il subsiste un besoin d'accompagnement dans le logement après le glissement du bail.

4. Les autres dépenses éligibles, permettant la mise en oeuvre optimale du projet

Il s'agit des coûts occasionnés par la mise en oeuvre du projet et qui sont:

- liés à l'objet du projet ;
- nécessaires à la réalisation du projet et à sa mise en oeuvre (dont construction du projet, animation, coordination, pilotage, et évaluation) ;
- raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- engendrés pendant le temps de réalisation du projet ;

- dépensés par le porteur de projet et/ou son opérateur ;
- identifiables et contrôlables.

ANNEXE 2 : compléments relatifs aux publics visés par les actions financées par le FNAVDL

1. Dispositions législatives générales relatives aux publics visés par les actions financées par le FNAVDL

L'article L300-2 du code de la construction et de l'habitation (CCH) dispose que le FNAVDL finance :

- des actions d'accompagnement personnalisé de personnes reconnues prioritaires et auxquelles un logement doit être attribué en urgence en application du cinquième alinéa du II de l'article L. 441-2-3 du CCH (ménages reconnus prioritaires et urgents au titre du DALO par les commissions de médiation),
- des actions d'accompagnement personnalisé de personnes ou familles mentionnées au II de l'article L. 301-1 du CCH (il s'agit de toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir),
- des actions de gestion locative adaptée de logements destinés à ces personnes,
- les dépenses versées à la CGLLS pour assurer la gestion comptable du fonds.

La vocation du FNAVDL est donc de financer des actions d'accompagnement favorisant le logement des ménages bénéficiaires du DALO, des publics prioritaires mentionnés à l'article L441-1 du CCH et plus largement des personnes relevant des politiques d'hébergement et d'accès au logement et du plan Logement d'abord.

2. Les actions d'accompagnement vers le logement (AVL)

Concernant les actions d'accompagnement en faveur de l'accès au logement, les publics visés sont en priorité les bénéficiaires du DALO (décision favorable mentionnée à l'article L. 441-2-3 du CCH) ainsi que les publics prioritaires mentionnés à l'article L441-1 du CCH.

Des actions préventives aux recours DALO pourront notamment être engagées, la labellisation DALO ne devant pas constituer un prérequis pour mobiliser les crédits du FNAVDL.

Une des premières actions à mettre en oeuvre dans le cadre d'une mesure d'accompagnement vers le logement (AVL) consistera à déposer une demande de logement social active ou à en vérifier la validité.

L'article L441-1 du CCH dresse la liste des publics prioritaires pour l'accès au logement social :

« a) *Personnes en situation de handicap, au sens de l'article L. 114 du code de l'action sociale et des familles, ou familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap ;*

b) *Personnes sortant d'un appartement de coordination thérapeutique mentionné au 9° de l'article L. 312-1 du même code ;*

17

c) *Personnes mal logées ou défavorisées et personnes rencontrant des difficultés particulières de logement pour des raisons d'ordre financier ou tenant à leurs conditions d'existence ou confrontées à un cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion sociale² ;*

d) *Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition ;*

e) *Personnes reprenant une activité après une période de chômage de longue durée ;*

- f) Personnes exposées à des situations d'habitat indigne ;
- g) Personnes mariées, vivant maritalement ou liées par un pacte civil de solidarité justifiant de violences au sein du couple ou entre les partenaires, sans que la circonstance que le conjoint ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité bénéficie d'un contrat de location au titre du logement occupé par le couple puisse y faire obstacle, et personnes menacées de mariage forcé. Ces situations sont attestées par une décision du juge prise en application de l'article 257 du code civil ou par une ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales en application du titre XIV du livre Ier du même code ;
- g bis) Personnes victimes de viol ou d'agression sexuelle à leur domicile ou à ses abords, lorsque l'autorité judiciaire a imposé à la personne suspectée, poursuivie ou condamnée et pouvant être à l'origine d'un danger encouru par la victime de l'infraction, une ou plusieurs des interdictions suivantes:
- une interdiction de se rendre dans certains lieux, dans certains endroits ou dans certaines zones définis dans lesquels la victime se trouve ou qu'elle fréquente ;
 - une interdiction ou une réglementation des contacts avec la victime ;
- h) Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle prévu à l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles ;
- i) Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme prévues aux articles 225-4-1 à 225-4-6 et 225-5 à 225-10 du code pénal ;
- j) Personnes ayant à leur charge un enfant mineur et logées dans des locaux manifestement suroccupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent ;
- k) Personnes dépourvues de logement, y compris celles qui sont hébergées par des tiers ;
- l) Personnes menacées d'expulsion sans relogement. »

3. Les actions d'accompagnement dans le logement (ADL) et de gestion locative adaptée (GLA)

En sus des publics mentionnés ci-dessus, toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, peut bénéficier d'une mesure d'accompagnement dans le logement (ADL) ou de gestion locative adaptée (GLA).

Selon les cas, l'objectif peut être l'accès à un nouveau logement (dans ce cas il conviendra de formaliser une demande de logement social active ou d'en vérifier la validité) ou le maintien dans le logement occupé dans des conditions satisfaisantes (ménages menacés d'expulsions dans un logement adapté à la composition du ménage et à ses ressources, personnes ayant des troubles psychiques...).

Dans ce dernier cas, la demande de logement social ne constitue donc pas un prérequis pour bénéficier d'une action d'ADL ou de GLA financée par le FNAVDL.